

Une menace au pluralisme

Downtown Muslim Professional Network

Fozia Khan

Une réforme électorale pourrait avoir une incidence négative non voulue, mais possiblement importante sur le pluralisme au Canada.

Alors que nous soutenons une réforme électorale pour mettre fin au système majoritaire uninominal à un tour, nous sommes préoccupés par le fait qu'un système proportionnel pourrait permettre à des partis intolérants à mettre un pied au Parlement. Lorsque de tels partis se voient accorder une légitimité en étant admis au Parlement, il arrive souvent qu'ils fassent ultérieurement partie de coalitions gouvernantes ou, à tout le moins, réussissent à faire adopter leurs politiques anti-immigration et anti-égalité par les coalitions au pouvoir en échange de leur soutien pour d'autres législations. Cela s'est produit un peu partout en Europe (mais seulement dans une mesure limitée au Royaume-Uni) probablement en grande partie en raison de l'existence de systèmes proportionnels partout en Europe à l'exception du Royaume-Uni.

En 2015, au Royaume-Uni, l'United Kingdom Independence Party ouvertement anti-immigration (l'« UKIP ») a récolté une proportion importante de 12,7 % des votes, la troisième part en importance du vote populaire pour tout parti (plus que les démocrates libéraux, les nationalistes écossais et les verts)ⁱ.

Selon la représentation proportionnelle, l'UKIP aurait gagné 82 sièges (plutôt que le seul siège qu'ils ont effectivement remporté), et plus important encore, ils auraient détenu la balance du pouvoir, puisque les deux plus importants partis étaient relativement près l'un de l'autre en termes de soutien populaire. (Le Parti conservateur a reçu 36,9 % des votes, et le Parti travailliste, 30,4 %) ⁱⁱ.

Les systèmes électoraux non proportionnels, en fait, agissent souvent comme barrière contre les opinions extrêmes qui acquièrent une légitimité dans le discours politique et public par l'intermédiaire du statut et de la plateforme gagnée grâce à l'admission de ces défenseurs dans la législature.

Les partis anti-immigration semblent en général continuer d'augmenter leur part des votes lorsqu'ils sont admis dans la législature. Même en Suède, le Parti démocratique de la Suède, un parti anti-immigration, a remporté une représentation dans le Riksdag suédois pour la première fois en 2010 avec 5,7 % des votes et 20 députés. À l'élection de 2014, ils ont récolté 12,9 % des votes, doublant leur soutien et devenant le troisième plus important parti. Depuis 2015 et encore en 2016, les démocrates suédois ont mené les suffrages avec plus de 22 % du vote populaire ⁱⁱⁱ.

De la même manière, dans les Pays-Bas, le Parti pour la liberté, un parti anti-immigration et particulièrement anti-musulman, dirigé par Geert Wilders, a gagné neuf sièges en 2006, en devenant le cinquième parti en importance au Parlement. En 2010, il a gagné 24 sièges, et 15,9 % du vote populaire, en devenant le troisième parti en importance et se traduisant par son admission dans la coalition de gouvernance. Bien qu'ayant perdu du soutien en 2012, il a maintenu son statut de troisième parti en importance au Parlement ^{iv}.

Au Canada, les sondages ont indiqué que nous ne pouvons pas supposer qu'un parti anti-immigration ou anti-multiculturel ne pourrait pas gagner un nombre important de sièges au Parlement.

Par exemple, le sondage du Forum Research pour le Toronto Star en septembre 2016 a indiqué que 67 % des répondants canadiens étaient en faveur de l'idée que les immigrants devraient être sélectionnés pour détecter des valeurs anti-canadiennes^v.

Un sondage du CBC/Angus Institute aussi mené en septembre 2016 a révélé que 68 % des répondants canadiens ont dit que les minorités devraient faire davantage d'efforts afin de s'intégrer à la société dominante^{vi}.

Un sondage d'Angus Reid tenu en septembre 2013 a révélé que 68 % des Québécois et 46 % des Canadiens avaient une vision défavorable de l'Islam en 2009. En 2013, ce chiffre avait considérablement augmenté pour s'établir à 54 % dans le reste du Canada, et à 69 % au Québec^{vii}.

Il n'est pas déraisonnable alors de supposer que si seulement 8 % des Canadiens (soit beaucoup moins que la tranche de 20 % du vote populaire déjà obtenu dans certains États européens) votaient pour un parti anti-immigration, en vertu d'un système proportionnel, un tel parti gagnerait près de 30 sièges au Parlement. Il s'agirait d'un bloc important de siège dans tout Parlement minoritaire^{viii}.

Même si une coalition de gouvernement traditionnelle de centre ou de centre droit n'admettait pas ouvertement un parti anti-immigration au gouvernement, une tentation presque irrésistible existerait pour un tel gouvernement de coalition d'accorder du moins quelques concessions à un parti anti-immigration, afin de faire adopter ses autres lois ou de conserver le pouvoir si un tel parti détenait la balance du pouvoir au Parlement.

Un système électoral proportionnel pourrait donc représenter un danger important pour l'avenir du Canada et ses communautés vulnérables. Nous ne pouvons pas tenir pour acquise la nature pluraliste du Canada. La préservation du pluralisme canadien constitue peut-être le facteur le plus important pour le choix d'un nouveau système électoral. Un nouveau système électoral doit récompenser les partis qui se dirigent politiquement vers le centre et, par-dessus tout, il doit empêcher tout parti anti-immigration et tout parti anti-égalité de mettre pied au Parlement.

Un système de scrutin préférentiel serait probablement le nouveau système le plus efficace pour atténuer une telle menace dans le contexte actuel canadien. Un système de scrutin préférentiel réduirait également les distorsions comparativement à notre système majoritaire uninominal à un tour actuel tout en préservant l'imputabilité, l'intégrité et l'indépendance relative de la représentation locale. Par-dessus tout, un système de scrutin préférentiel pourrait rehausser l'engagement des électeurs et la légitimité de l'issue générale d'une élection sans le risque non voulu, mais tout de même sérieux, qu'un système proportionnel peut présenter sur le pluralisme de premier plan du Canada en permettant la légitimation et l'expansion de visions extrêmes et destructives au moyen de leur admission au Parlement^{ix}.

ⁱ https://en.wikipedia.org/wiki/United_Kingdom_general_election,_2015 [EN ANGLAIS SEULEMENT].

ⁱⁱ <http://www.parliament.uk/mps-lords-and-offices/mps/current-state-of-the-parties/> [EN ANGLAIS SEULEMENT].

ⁱⁱⁱ https://en.wikipedia.org/wiki/Sweden_Democrats [EN ANGLAIS SEULEMENT];
<http://www.breitbart.com/london/2016/06/30/swedens-counter-migration-movement-will-largest-party-election/> [EN ANGLAIS SEULEMENT].

^{iv} https://en.wikipedia.org/wiki/Party_for_Freedom[https://en.wikipedia.org/wiki/Dutch_general_election,](https://en.wikipedia.org/wiki/Dutch_general_election,_2012)
2012 [EN ANGLAIS SEULEMENT].

^v <http://poll.forumresearch.com/post/2587/voters-agree-with-screening-for-anti-canadian-values/>
[EN ANGLAIS SEULEMENT].

^{vi} <http://angusreid.org/canada-values/> [EN ANGLAIS SEULEMENT].

^{vii} <http://www.macleans.ca/politics/land-of-intolerance/> [EN ANGLAIS SEULEMENT].

^{viii} Les parlements minoritaires deviendraient probablement la norme dans un système proportionnel puisque le Canada n'a connu que trois majorités par vote populaire depuis 1940;

https://en.wikipedia.org/wiki/Landslide_victory [EN ANGLAIS SEULEMENT];

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Canadian_federal_election,_1940;](https://fr.wikipedia.org/wiki/Canadian_federal_election,_1940)

[https://en.wikipedia.org/wiki/Canadian_federal_election,_1958;](https://en.wikipedia.org/wiki/Canadian_federal_election,_1958)

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Canadian_federal_election,_1984.](https://fr.wikipedia.org/wiki/Canadian_federal_election,_1984)

^{ix} Ce mémoire a été soumis au Downtown Muslim Professional Network, un réseau de plus de 2 000 professionnels musulmans professionnels de la région du Grand Toronto et d'Hamilton.